

# Un humanitaire explosif

Jean-Pierre Chrétien

L'Humanité, 6 juillet 1994

Que cache la « zone de sécurité » française ? Manifestement un partage des tâches territorial : le nord-ouest du Rwanda, réservé à l'armée dite gouvernementale, agent d'un pouvoir auteur du plus grand génocide de la fin du siècle ; le sud-ouest, sanctuarisé sous contrôle français ; les deux appuyés par une logistique basée au Zaïre.

C'est la partition de fait d'un pays auquel on dénie le droit d'effectuer sa révolution démocratique. Après avoir feint de « protéger les Tutsis », on parle de « protéger les civils hutus » : application faussement naïve de l'idéologie raciale apartheid d'Hutu-Tutsi qui conduit toute une région à la catastrophe.

L'argument avancé par les tenants de l'opération, à Paris et à New York, c'est la nécessité de protéger la masse des « déplacés hutus ». Mais qui produit ces réfugiés de l'intérieur ? Les opérations militaires assurément. Sans doute aussi la peur du FPR, entretenue depuis des mois par la propagande des radios de Kigali. Très concrètement, enfin, la pression menaçante de l'armée, des milices et des bourgmestres de l'ancien régime fasciste qui, utilisant la population comme le bouclier humain des groupes de tueurs, ne lui laissent le choix qu'entre la fuite organisée ou la mort méritée pour « complicité avec l'ennemi ». On l'avait vu en mai, avec les réfugiés de l'est, partis en Tanzanie au camp de Benako avec armes et bagages, et dûment encadrés par les bourgmestres, auteurs des tueries.

Le choix de la préfecture de Gikongoro, pour cette « zone de sécurité », n'est pas innocent. C'est là, dans la grande forêt de Nyungwe, que se trouve les cultures de cannabis de la maison Habyarimana, dénoncées dans la presse belge depuis 1989, avec tous les trafics et les dessous financiers liés à une telle filière.

C'est aussi, avec le Bugesera à l'est, une des deux régions d'entraînement des milices du parti raciste Palipehutu, qui a enrôlé de nombreux réfugiés burundais avec l'appui du régime Habyarimana. Après avoir participé au génocide rwandais, ce parti prépare actuellement une offensive à l'ouest du Burundi, les incidents violents se multiplient ces jours-ci, une nouvelle « radio libre », analogue à la trop fameuse Radio des Mille collines de Kigali, lance des appels à une mobilisation anti-tutsi, auxquels font écho les déclarations incendiaires des leaders extrémistes du parti Frodebu, actuellement au pouvoir à Bujumbura. Or, l'arrivée de l'armée française dans la région, loin de calmer le jeu, y est perçue comme une incitation à un nouveau « soulèvement hutu » qui, provoquant la répression d'une armée restée massivement tutsi, entraînerait une « ingérence humanitaire » contre celle-ci.

Le risque d'une explosion généralisée est énorme, si « très vite » la communauté internationale ne s'engage pas clairement pour les démocrates de toutes origines, rompant avec les tenants de la purification ethnique. La France n'est, hélas, pas la mieux placée pour un tel projet.

Jean-Pierre Chrétien Historien au CNRS.